



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

20251220

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**mettant en demeure la Société LUXFER GAS CYLINDERS S.A.S.
située Rue de l'Industrie à Gerzat,
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral
n°20241236 du 12 juillet 2024**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07/01172 du 14 mars 2007 autorisant la société LUXFER GAS CYLINDERS à exploiter un établissement de fabrication de bouteilles en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune de GERZAT ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20241236 du 12 juillet 2024 portant prescriptions du suivi de la qualité des eaux souterraines et des gaz du sol, et finalisation du plan de gestion par la société LUXFER sur le territoire de la commune de GERZAT ;

Vu le rapport du 1^{er} juillet 2025 de l'Inspection des Installations Classées, suite à la visite d'inspection du 05 juin 2025 des installations de la société LUXFER sise Rue de l'Industrie à Gerzat, transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 17 juillet 2025 indiquant notamment que le nouveau propriétaire du site souhaite engager une demande de substitution en tant que tiers demandeur pour réaménager le site d'ici fin 2025 ;

Considérant que des pollutions aux solvants chlorés et hydrocarbures sont présentes au droit du site et que certaines (solvants chlorés) ont déjà migré vers l'extérieur au Nord et à l'Est ;

Considérant que lors de l'inspection du 05 juin 2025, l'inspecteur de l'Environnement (catégorie installations classées) a constaté la non réalisation d'une campagne complète de surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol depuis la précédente campagne qui date de septembre 2024 ;

Considérant qu'ainsi l'exploitant n'a pas respecté la fréquence semestrielle pour le suivi des eaux souterraines au droit et à l'extérieur du site dans un contexte de pollutions qui sont présentes dans la nappe ;

Considérant qu'aucune démarche n'a encore été engagée auprès du Préfet pour la demande de substitution en tant que tiers demandeur conformément à l'article R. 512-76 IV du code de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection du 05 juin 2025, l'inspecteur de l'Environnement (catégorie installations classées) a constaté la non transmission d'un plan de gestion actualisé, lequel est indispensable pour envisager des actions de dépollution ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 2 et 7 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société LUXFER de respecter les prescriptions des articles 2 et 7 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : SURVEILLANCES DES EAUX SOUTERRAINES

La Société LUXFER GAS CYLINDERS S.A.S, SIRET : 542 074 927 00030, dont le siège social est situé 7 rue de l'Industrie – 63360 – Gerzat, ancien exploitant d'un établissement de fabrication de bouteilles en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune de GERZAT est mise en demeure de respecter, pour son site de Gerzat, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 susvisé relatif à la surveillance des eaux souterraines, dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : MISE A JOUR DU PLAN DE GESTION

La Société LUXFER GAS CYLINDERS S.A.S, SIRET : 542 074 927 00030, dont le siège social est situé 7 rue de l'Industrie – 63360 – Gerzat, ancien exploitant d'un établissement de fabrication de bouteilles en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune de GERZAT est mise en demeure de respecter, pour son site de Gerzat, les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 susvisé relatif à la mise à jour du plan de gestion, dans un délai n'excédant pas 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société LUXFER GAS CYLINDERS S.A.S et publié au recueil des actes administratifs du département. En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de deux mois.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera également adressée :

- au Responsable de l'Unité inter-Départementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme de la DREAL à Clermont-Ferrand ;
- au Président de Clermont Auvergne Métropole ;
- au Maire de Gerzat.

Clermont-Ferrand, le 22 JUIL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

